



ÉDUCATION

Cinq ans après
le projet Blanquer,
la lente et difficile
mutation du bac

PAGE 11

SOCIÉTÉ

Cinq ans après le projet Blanquer, la lente et difficile mutation du bac

Perturbé par le Covid, contesté par les syndicats, le nouveau baccalauréat se tient pour la première fois cette année tel que l'ancien ministre de l'Éducation nationale l'avait conçu.

AUDE BARIÉTY @AudeBariety
ET CAROLINE BEYER
 @BeyerCaroline

ÉDUCATION C'est le jour J pour 536 000 candidats : ce mercredi a lieu le bac de philosophie des filières générale et technologique. Épreuve ô combien classique... même si désormais, ce monument national du baccalauréat, basé en partie sur le contrôle continu, a perdu son aspect rituel. En cet An I du bac Blanquer, l'examen ressemble à un objet hybride. Pression maximale sur Pap Ndiaye, qui hérite du bébé, et de la contestation syndicale.

Réforme promise par le candidat Macron en 2017, le nouveau bac a suscité l'ire du Snes-FSU, syndicat majoritaire du second degré. Malmené en 2019 par la très médiatique grève des surveillants et des correcteurs, percuté de plein fouet par la crise du Covid qui a mis en avant les limites du contrôle continu – avec sa généreuse notation –, le baccalauréat millésime 2023 signe la mise en œuvre de la réforme telle qu'elle était initialement prévue. Les épreuves nationales de spécialité (qui, avec le grand oral, pèsent à 60 % dans l'obtention du bac, le reste relevant du contrôle continu) se sont tenues en mars. Elles ont donc pu être prises en compte sur

Parcoursup.

L'épreuve de philosophie, dernière survivance du bac national à l'ancienne, qui ouvrait jadis le bal des épreuves, se tiendra ce 14 juin, suivie le lendemain de l'écrit de français pour les élèves de première. Comme la tradition française le veut, les élèves plancheront sur la conscience, la liberté, la justice ou encore l'État. Mais en parallèle, sur internet, des simulateurs leur proposent d'entrer les notes du contrôle continu et de spécialités, pour en déduire, ensuite, celles qu'ils doivent obtenir en philosophie et au grand oral, afin de décrocher, a minima le bac, au mieux la mention très bien. Peu d'enjeux, donc. D'autant que ces dernières années, le taux de réussite a atteint des sommets. Plus de 96 % en 2022 dans la voie générale, où les lauréats ont été 38,7 % à décrocher la mention « bien » ou « très bien ».

Ce bac joué d'avance ou presque engendre-t-il une démobilisation des élèves ? Selon une enquête menée par le syndicat d'enseignants Snalc, 20 % des professeurs ont constaté un effectif « très inférieur » à l'effectif habituel en voie générale, après le 12 avril, date des résultats des épreuves de spécialités. Une proportion qui grimpe à 41 % dans la voie technologique.

« La conséquence de la tenue des

épreuves en mars est catastrophique », assène Jean-Rémi Girard, le président du Snalc, qui a toujours défendu, comme le Snes-FSU, l'organisation d'épreuves nationales en juin. « L'absentéisme a été massif, malgré les messages des chefs d'établissements aux élèves expliquant que l'année scolaire n'était pas finie », ajoute-t-il. Message qui a visiblement peu porté, pas plus que celui du ministre, Pap Ndiaye, qui a rappelé « l'obligation scolaire et l'obligation d'assiduité », tout en reconnaissant le « problème du troisième trimestre ». « En avril, il reste un tiers des programmes à faire ! En physique-chimie, certaines notions, qui ne sont pas au programme des épreuves de mars, vont servir pour les études de médecine », observe le président du Snalc. Au ministère, on estime que répondre à cette problématique par le seul « calendrier » serait « incomplet ou partiel ». Et l'on évoque un « changement culturel », avec « un 3^e trimestre positionné comme un trimestre d'amorce vers le supérieur ».

Objet de contestation syndicale, sujet éminemment politique, le bac Blanquer, associé aux engagements du président Macron, est-il appelé à évoluer ? « À ce stade, c'est très clairement non, explique la Rue de Grenelle. Plutôt que de déplacer





des briques avant que le ciment ne soit fait, nous allons laisser les choses se stabiliser. » Dans cette balance, certaines organisations syndicales voudraient aller vers le tout contrôle continu, quand d'autres poussent dans le sens d'épreuves de spécialités en juin. « Le plus probable, c'est que le ministre ne fera rien », glisse un syndicaliste. « On a l'impression que tout est verrouillé », constate Sophie Vénétiay au Snes-FSU. « Il faudrait revenir à des épreuves de spécialités au mois de juin. Qui va encore au lycée sérieusement quand une si grande partie du bac est déjà jouée ? », interroge Ephram Beloeil, élève de terminale et vice-président du syndicat La Voix lycéenne.

Loin des postures, Enguerrand, élève de seconde, se satisfait, lui, de la mise en valeur du contrôle continu. « Si l'on rate un contrôle, cela ne nous pénalise pas complètement. On a toute une année pour s'assurer de notre réussite », explique le jeune homme de 16 ans, qui a choisi, pour son année de première, des spécialités littéraires. Proposer les épreuves de spécialité en mars est selon lui « une bonne idée ». « On peut ainsi mieux se concentrer sur la philosophie et le grand oral à la fin de l'année », estime-t-il. Pour Laurent Zameczkowski, président de la Peep, la deuxième fédération de parents d'élèves, il est encore « trop tôt » pour se prononcer sur la réforme. « Je constate surtout que les familles sont dans une situation très anxieuse, coincées entre la réforme portée par le ministère et les syndicats, constate-t-il. La forte politisation du bac est problématique. Beaucoup semblent avoir oublié les préalables de la réforme. »

Parmi ces préalables, le constat d'une organisation complexe, liée à un examen national dans toutes les disciplines et un coût exorbitant. Presque 1 milliard et demi d'euros, selon une estimation faite, en 2013, par le syndicat des personnels de direction SNPDEN-Unsa. La réforme s'imposait.

En 2017, alors candidat à la pré-

sidentielle sous l'étiquette En Marche, Emmanuel Macron s'engage à « revoir la forme du baccalauréat » avec « quatre matières obligatoires à l'examen final et le reste en contrôle continu ». Après son élection, son ministre de l'Éducation, Jean-Michel Blanquer, confie une « mission de réflexion sur l'avenir du baccalauréat » à Pierre Mathiot, actuel directeur de Sciences Po Lille, et présente officiellement sa réforme en février 2018. À l'époque, les organisations syndicales et les fédérations de parents d'élèves sont partagées. Plusieurs d'entre elles se disent favorables à une « transformation » à grande échelle du bac, à l'image du syndicat d'enseignants SE-Unsa, du syndicat de personnels de direction SNPDEN ou de la fédération de parents d'élèves FCPE, qui ne sont « pas hostiles » à l'introduction d'une part de contrôle continu. Ce n'est pas le cas du puissant Snes-FSU. « Nous ne demandons pas de big bang du bac. Nous n'étions pas fermés à des modifications à la marge, mais pour nous, le passage d'épreuves nationales, terminales et anonymes était incontournable, raconte sa secrétaire générale, Sophie Vénétiay. Rapidement, on a vu se dessiner des pistes très loin de ce qu'on demandait. Tout a été très vite verrouillé et l'on s'est heurté à un mur. » La fronde couve tout au long de l'année scolaire 2018-2019, avant d'éclater avec la grève des correcteurs.

Si, dans les faits, la réforme du bac s'applique enfin cette année, dans les esprits, elle est encore loin de s'être imposée. « Nous sommes dans un processus de changement de mentalité. C'est forcément long. Il faut laisser du temps. Pour l'instant, il y a encore un relent de l'ancien bac qui bloque l'appropriation du nouveau », estime Jérôme Fournier, du SE-Unsa, qui ne souhaite pas tirer de bilan définitif avec « si peu de recul ».

À l'inverse, d'autres organisations clament haut et fort leur rejet du bac Blanquer. « Nous, les ensei-

gnants, avons été placés devant de telles difficultés pour préparer nos élèves à ce nouveau bac, et notamment aux épreuves de spécialité, que nous avons du mal à nous dire que cela va continuer comme ça pendant des années », réagit Sophie Vénétiay. Le SNPDEN, premier syndicat des personnels de direction, se positionne désormais en faveur d'un passage des épreuves de spécialité à la fin de l'année. « Au départ, nous pouvions soutenir l'idée qu'il était intéressant que les notes de ces épreuves soient comptabilisées dans Parcoursup. Cela pouvait contribuer à objectiver les dossiers des candidats, déclare Bruno Bobkiewicz, son secrétaire général. Mais force est de constater que les conséquences négatives sont plus importantes que les positives. Perdre un trimestre pour ça... Le jeu n'en vaut plus la chandelle. Au-delà de l'absentéisme, c'est le désengagement scolaire des élèves qui est marquant. Intellectuellement, ils n'y sont plus. » À la FCPE aussi, on a revu ces positions. « On nous avait annoncé une reconquête du mois de juin. Non seulement il n'y a pas eu de reconquête, mais désormais, l'année s'arrête en mars ! », martèle Grégoire Ensel, président de la première fédération de parents d'élèves.

La réforme Blanquer visait à rebattre les cartes, en cassant les filières, notamment la suprématie de la filière S, pas forcément choisie par des « matheux ». Elle ambitionnait de proposer un bac « à la carte ». A-t-elle atteint ses objectifs, trois ans après la mise en place des spécialités ? Force est de constater, pour l'heure, que les anciennes filières se sont reconstituées. En 2022, les élèves ont le plus fréquemment choisi la « doublette » maths et physique (17,9 %), suivie de sciences économiques et histoire-géo (15,2 %), puis de physique et SVT (11,2 %) et maths et sciences éco (7,4 %). Les doublettes plus originales arrivent largement derrière, avec SVT et sciences éco (3,2 %) ou encore lit-





tératures et langues et maths (1,4 %).

Et Parcoursup? La réforme du bac avait pour objectif d'articuler davantage le lycée avec l'entrée dans le supérieur. Cette année, les notes de spécialités ont été prises en compte sur la plateforme d'orientation. Ont-elles facilité le travail de l'enseignement supérieur, confronté depuis le nouveau bac à une inflation de notes élevées, ne permettant pas de différencier suffisamment les candidats? « Non, estime Louis Manaranche, directeur des classes préparatoires au lycée Stanislas. *Dans les spécialités scientifiques, les notes ont été extrêmement généreuses, ce qui est moins le cas pour les spécialités littéraires.* » L'établissement élitiste compte 800 élèves en prépa, dont les deux tiers en sciences. « Parmi eux, la majorité des candidats a 20 en maths », constate Louis Manaranche, qui serait favorable à la mise en place de deux spécialités dans cette matière, « pour distinguer les meilleurs élèves parmi les mathéux ». En attendant, à Stanislas, on prend le temps, au-delà des notes, de regarder le rang de l'élève au sein de sa classe, les appréciations, mais aussi sa participation à des olympiades de maths ou au concours général. Un travail minutieux que n'ont pas toujours le moyen de mener les universités, confrontées à pléthore de candidatures. ■

EN CHIFFRES

Nombre de candidats en 2023 en filières générales et technologiques

536 000

Taux de réussite au bac général 2022

96 %

Taux d'enseignants à avoir signalé un absentéisme massif à partir de mars dans les filières générales

20 %

En filière générale, la « doublette » maths-physique arrive en tête des choix exprimés par les élèves en 2022

17,9 %

« L'absentéisme a été massif, malgré les messages des chefs d'établissements aux élèves expliquant que l'année n'était pas finie »

RÉMI GIRAD, PRÉSIDENT DU SNALC

« Dans les spécialités scientifiques, les notes ont été extrêmement généreuses, ce qui est moins le cas pour les spécialités littéraires »

LOUIS MANARANCHE, DIRECTEUR DES CLASSES PRÉPARATOIRES AU LYCÉE STANISLAS



► 14 juin 2023 - N°24513



Une candidate prend connaissance du sujet de sa première spécialité, le 20 mars, au lycée Emile-Loubet, à Valence (Drôme).

NICOLAS GUYONNET / HANS LUCAS VIA REUTERS CONNECT

